

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. G.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
— Le numéro... 15 centimes.
DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
— Le numéro... 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES... 1 fr. 50 la ligne
Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
Place de la Bourse, 8
ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	79 60	» 25 »
4 0/0 amortiss. .	81 20	» 20 »
4 1/2 0/0 1883 .	107 90	» 25 »
Cons. anglais .	100 1/2	3/16 »
Italie .	96 10	» 30 »
Flor. autric. (or).	88 »	» 1/4 »
Esp. Extér. nouv.	55 13/16	1/16 »
Egyptien 6 0/0 .	330	1 25 »
Ch. Egyptiens .	437 50	2 50 »
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 15	» 10 »
Banque ottomane	496 25	6 25 »

PARIS, 5 NOVEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin en conseil de cabinet au ministère de la justice, sous la présidence de M. Henri Brisson. On s'est d'abord occupé de régler diverses affaires courantes sans importance.

Puis M. Henri Brisson a pris la parole pour résumer les décisions prises par le conseil dans les séances précédentes et relatives au budget de 1887.

Il a saisi cette occasion pour faire l'exposé de la situation budgétaire. Ses décisions antérieures ont été confirmées, et il doit être porté à la connaissance du Parlement sous forme de Déclaration qui sera lue au nom du nouveau cabinet reconstitué.

M. Sadi-Carnot, ministre des finances, a entretenu ses collègues des divers crédits supplémentaires qu'il y aurait lieu de demander pour l'exercice 1887, notamment en ce qui concerne l'application de la nouvelle loi sur les rétrocessions.

Le ministre de l'intérieur, M. Allain-Targé, a rendu compte de la situation des comités royalistes et impérialistes, qui ont annoncé qu'ils résisteraient en permanence et continueraient leur propagande.

INTÉRIEUR

Le ministre de la guerre est toujours sans nouvelles du général de Négrier.

Le prince de Caraman-Chimay, ministre des affaires étrangères de Belgique, se trouve en ce moment à Paris, afin de conférer avec le gouvernement français au sujet du règlement de la convention monétaire.

L'affaire Mariotti entre dans une phase nouvelle.

Mis en présence du cocher de M. de Freycinet, M. Mariotti a déclaré avoir tiré sur la voiture du ministre.

Le parquet a en outre saisi une lettre adressée par la fille de l'accusé à la supérieure d'un couvent, lui demandant une place de cuisinière.

Dans cette lettre Mlle Mariotti se plaignait des mauvais traitements et des violences de son père.

Ces nouveaux renseignements rendent peu probable, au moins jusqu'à nouvel ordre, une mise en liberté.

L'état de santé du maréchal Serrano est désespéré.

Le Comorin, venant du Tong-King, après avoir fait escale à Colombo, s'est mis en route pour Aden.

Le Havre, navire affrété au commerce, est parti de Toulon pour le Tong-King, toujours avec du matériel et des troupes.

EXTÉRIEUR

Londres, 5 novembre.

Le marquis de Salisbury, parlant hier dans un meeting conservateur du quartier sud de Londres, a nié énergiquement qu'il eût abandonné les principes de libre échange, mais il a fait ressortir qu'il n'est pas contraire à ces principes de relever les tarifs de l'Angleterre contre les pays qui excluent les produits anglais tout en admettant ceux des autres pays.

L'orateur a parlé ensuite, mais d'une façon purement hypothétique, de représailles que l'Angleterre pourrait exercer contre l'Espagne en augmentant le tarif sur les vins. Il a dit que cela serait injustifiable et nullement contraire au libre échange, mais que aucune industrie anglaise n'en souffrirait et que les vins de Xérès ne sont pas des articles indispensables à l'alimentation publique.

Le ministre d'Italie à Paris nous communique, avec prière de l'insérer, la note suivante :

Divers journaux ont annoncé que, par suite des mauvais procédés du gouvernement italien à l'égard des colonies étrangères, les représentants anglais et français auraient réclamé l'envoi de navires de guerre dans les eaux de Port au Prince.

Les étrangers résidant à Haïti n'ont été l'objet d'aucun mauvais procédé. La vérité est qu'un vol relativement considérable a été commis à la suite d'un attentat. Des Français, des Américains, ont été à cet effet, revêtus d'un caractère criminel et deux des accusés ont été reconnus coupables à la fois. Le gouvernement italien a donc simplement déféré à la justice ceux contre qui l'instruction avait révélé des charges suffisantes.

Londres, 5 novembre.

Le cabinet anglais a informé l'ambassade de France qu'il agréait les choix du colonel Deschamps et du commandant de Torcy pour assister aux prochaines manœuvres militaires dans l'Inde. D'autres puissances envoient aussi des délégués à ces manœuvres.

Saint-Petersbourg, 5 novembre.

En vertu d'un ordre du jour de l'empereur, le prince de Bulgarie, qui était lieutenant-général à la suite de l'armée russe, a été rayé des cadres et relevé en même temps des fonctions de chef honoraire du 13^e bataillon de tirailleurs russes.

INFORMATIONS

Par arrêté de M. le préfet de la Seine en date du 1^{er} novembre, M. Antony Delcamp, chef de division de première classe, a été nommé directeur des finances de la ville de Paris.

M. Delcamp remplace M. Bertrand, inspecteur des finances, récemment décédé. Il a pris hier possession de ses nouvelles fonctions.

M. le commandant Le Loup de Plancy, deuxième attaché militaire à l'ambassade de France à Berlin, vient d'être promu lieutenant-colonel.

Cet officier n'en conservera pas moins les fonctions qu'il exerce aujourd'hui, jusqu'à l'expiration de sa mission.

Il est certain que le général Begis, gouverneur par intérim de la Cochinchine, réclame, depuis six semaines déjà, l'envoi de renforts qui lui sont indispensables pour maintenir l'ordre et la tranquillité, tant dans notre colonie que dans le royaume du Cambodge.

Le conseil des ministres a eu récemment à s'occuper de cette question, qui, soit dit en passant, présente un certain caractère d'urgence.

Or, savez-vous ce qui a été résolu ? Que l'on attendrait, avant de prendre une décision, que la Chambre ait fait connaître ses intentions au sujet de la politique coloniale.

Au point de vue parlementaire, cette attitude peut être correcte; mais, en attendant, que fera le général Begis s'il se trouve obligé de faire face à une insurrection armée ?

Il ne pourra pas dire aux rebelles : Repassez dans quelques jours, le Parlement n'a point encore délibéré.

Les projets de M. de Mun continuent de provoquer, surtout dans la presse catholique, des observations qui, nous n'en doutons pas, frapperont tous les esprits justes et, par conséquent, M. de Mun lui-même. Le Monde, la Gazette de France, dont on ne saurait suspecter les sympathies à l'égard du président de l'Œuvre des Cercles ouvriers, accentuent et précisent les critiques qui avaient, d'ailleurs, été condensées dans ce mot du Moniteur de Rome, organe de Léon XIII : « Ce n'est pas le moment de substituer une chapelle à l'Eglise ».

En ce qui nous concerne, nos lecteurs savent quels sentiments de respect nous professons pour les doctrines catholiques; ils savent combien nous sommes dévoués aux intérêts religieux. Aussi n'hésitons-nous pas, jugeant les idées de M. de Mun du point de vue exclusivement politique, à déclarer que sa tentative nous paraît à la fois inopportune et imprudente.

Elle est inopportune, car la tâche de la droite dans la Chambre nouvelle ne saurait être de déterminer la politique à suivre, mais de combattre la politique qui sera suivie.

Elle est imprudente, parce qu'elle peut faire croire à des discordances, sinon à des dissensions, dans le groupe conservateur.

Nous pensons, du reste, que M. de Mun lui-même se rendra compte de la situation que les circonstances créent, au groupe conservateur et des devoirs qu'elle lui impose, aussitôt que l'ouverture des débats parlementaires lui aura permis de se mettre en contact avec les réalistes. Nous sommes assurés que dans toutes les questions importantes il émettra des votes pratiques et disciplinés, et non point des votes inspirés par les théories d'un particularisme étroit. Que faut-il de plus ?

C'est le 6 de ce mois que le roi de Birmanie doit répondre à l'ultimatum qui lui a été adressé par lord Dufferin, viceroy des Indes.

Le monarque oriental jettera-t-il le gant à son puissant adversaire ou va-t-il tâcher de gagner du temps afin d'organiser la défense de ses Etats ?

S'il faut en croire les correspondances, le roi de Birmanie n'aurait point soupçonné les intentions hostiles de l'Angleterre, jusqu'à l'arrivée de l'ultimatum. Il croyait que la note qui lui était envoyée ne traitait que du règlement du conflit existant entre lui et la Bombay Burmah Company.

La surprise lui aura été désagréable. Quel que fasse l'infortuné souverain, il n'échappera point au sort que lui réserve l'implacable politique anglaise. La concentration des forces britanniques à Rangoon est poussée avec une grande activité; des envois de munitions ont été prêtés à Woolwich, tout est donc prêt pour la conquête, et on peut dès maintenant considérer la Birmanie indépendante comme réunie à la Birmanie anglaise.

Le doute ne saurait exister à cet égard. Voici, en effet, ce que nous lisons dans le Times :

« Lors même que la réponse à l'ultimatum serait favorable, les forces anglaises demeureraient massées sur la frontière. Le gouvernement insistera pour que les foris Minia et Ava soient dé-

mantelés. Ils ne peuvent être d'une certaine utilité que contre les Anglais; or, comme la Birmanie sera désormais sous le protectorat britannique, ils n'auront plus aucune raison d'être. De plus, l'armée birmane devra être réduite, ne devant plus servir que comme corps de police. Quant aux ministres actuels du roi Thibau, ils devront tous être changés ».

Voilà qui est fort clair : — l'Angleterre est en effet résolue à s'emparer de ce royaume, sous un prétexte ou sous un autre. Elle en considère la possession comme absolument nécessaire au maintien de ses relations directes avec la Chine, et ne reculera devant aucun sacrifice pour atteindre son but, d'autant plus que notre établissement dans l'Indo-Chine lui porte ombrage et que certains hommes politiques anglais ont insinué que nous avions des vues sur la Birmanie, province d'où nous pourrions tendre la main à la Russie, le jour où cette puissance attaquerait l'Inde du côté du Nord. C'est évidemment un rêve creux, mais cette éventualité, si invraisemblable qu'elle soit, a suffi pour exciter le patriotisme anglais et pour le rendre favorable aux agissements de lord Dufferin.

L'ÉVOLUTION CONSERVATRICE

EN ANGLETERRE

L'opinion publique, en Angleterre, est aujourd'hui presque exclusivement préoccupée des résultats probables des élections qui auront pour objet le renouvellement de la Chambre des Communes. Plusieurs raisons majeures légitiment l'importance que nos voisins attachent à cette manifestation prochaine des sentiments de la nation. D'abord, ces élections s'accompliront sous l'empire d'une nouvelle loi électorale : le droit de suffrage a été récemment étendu et conféré à plusieurs centaines de mille personnes qui n'en jouissaient pas jusqu'ici.

En second lieu, il s'agit de savoir si l'évolution parlementaire qui a contraint les libéraux à abandonner le pouvoir et les conservateurs à le prendre était conforme aux tendances générales du pays. Il y a là, d'un côté, une expérience délicate et de l'autre un problème intéressant.

L'examen de l'attitude respective des deux partis en présence, du parti libéral et du parti conservateur, la supputation des chances qu'ils s'attribuent ou que les prévisions des gens sensés leur donnent, ne sauraient donc être indifférents à un lecteur français, surtout au lendemain d'émotions électorales tout à fait analogues à celles que les Anglais ressentent aujourd'hui.

La lecture de tous les documents qui peuvent éclairer un observateur étranger sur les penchants actuels de la nation anglaise portent à croire que le parti conservateur n'est point trop optimiste lorsqu'il se déclare presque assuré de la victoire. L'impression produite par les fautes, on pourrait presque dire par les crimes du ministère Gladstone, n'est pas effacée. Les désastres du Soudan, l'abandon et la mort de Gordon, les scandaleuses recrudescences diplomatiques qui ont mis en relief la lâcheté du cabinet whig, dans l'affaire de la fixation des frontières des Indes, sont encore des souvenirs vivants et importuns pour le patriotisme britannique. L'orgueil d'une nation qui ne vit moralement que par l'orgueil a été froissé.

Du point de vue électoral, le parti libéral est virtuellement ouvert, les libéraux auraient pu, il est vrai, atténuer l'effet produit par leur politique à la fois violente et inepte en créant une agitation qui eût reporté l'attention publique sur les questions intérieures. Ils n'y ont point réussi. Rien de plus insignifiant, rien de plus plat que le programme mis au jour par M. Gladstone, il y a déjà plusieurs semaines. Rien de plus imprudent que le langage récent de M. Chamberlain, le chef du parti « radical de gouvernement » chez nos voisins. Rien de plus maladroit que l'apologie de la politique libérale tentée avant-hier par lord Granville.

Il semble, du reste, que les chefs des whigs soient les premiers à douter des bonnes dispositions des électeurs à l'égard des doctrines, ou plutôt de l'absence de doctrines, qu'ils représentent. S'il en était autrement, est-ce que M. Gladstone, qui se remua si fort lors des dernières élections, s'occuperait tranquillement d'écrire des articles d'hypocrisie pour le Nineteenth Century ? Est-ce que M. Charles Dilke se laisserait absorber, comme il le fait, par le procès en divorce qui lui est intenté ?

Ce procès menace, il est vrai, de compromettre la fortune politique de l'ancien sous-secrétaire d'Etat du cabinet Gladstone; et c'est ici le lieu de faire remarquer combien nos meurs politiques diffèrent de celles de nos voisins. En France, un scandale où une femme serait mêlée, comme il advient dans le cas de M. Charles Dilke, servirait plutôt la réputation d'un homme politique qu'il ne lui nuirait. En Angleterre, si M. Charles Dilke est condamné, il n'aura plus qu'à disparaître; la porte d'aucune maison respectable et surtout celle de la maison de la Reine ne s'ouvrirait plus devant de lui.

En France, l'odeur du fruit défendu, ce fruit qui n'a pas été mangé, n'est pas de même en Angleterre. Nous ne disons pas que la comparaison, sur ce point, nous soit favorable. Pour en

revenir au parti libéral anglais, il semble désespérer de la lutte avant que de l'avoir engagée.

Les conservateurs, au contraire, déploient une activité presque fébrile et ils ne négligent aucune occasion de mettre en lumière les services qu'ils peuvent rendre au pays.

Un symptôme significatif vient de prouver que les regards de la nation se tournent vers eux comme vers les sauveurs nécessaires. Les tiers des conseils municipaux a été renouvelé il y a trois jours et les grandes villes anglaises, Manchester, Liverpool, Portsmouth, se sont pourvues de municipalités conservatrices. Or, comme le corps électoral municipal est à peu près le même que le corps électoral politique, on peut conclure de ce fait que les députés envoyés au Parlement par ces centres populaires, précédemment acquis aux doctrines libérales, appartiendront au parti tory.

L'évolution conservatrice qui emporte successivement tous les peuples d'Europe, et même la République des Etats-Unis, hors des voies hasardeuses de la politique révolutionnaire s'accroît donc, en Angleterre, de manière à frapper l'esprit de tous les hommes d'étude et de réflexion. Les sociétés organisées par le christianisme ne veulent pas périr. Elles se défendent et elles finiront par triompher des germes de mort que les doctrines athées et révolutionnaires ont déposés dans leur sein.

C'est sur quoi les conservateurs et les républicains français feraient sagement de méditer.

Comme il est question de modifier le ministère, plusieurs combinaisons nouvelles sont mises depuis hier en circulation.

Divers noms sont proposés : un entre autres, celui de M. Paul Bert. Quelques-uns de nos confrères assurent que c'est très sérieux, et que ce personnage est assuré d'avoir un portefeuille.

Cela ne nous surprend pas. Du moment que M. Paul Bert est indigne d'être ministre, il est assez naturel que M. Brisson veuille qu'il le devienne.

Il paraît que le portefeuille qu'on lui réserve est celui du commerce. Il n'y connaît rien; mais, sous le régime actuel, on se soucie peu de choisir des hommes compétents; peut-être se dit-on qu'un ministre du commerce en saura toujours assez pour achever de ruiner les affaires.

Le seul titre que l'on connaisse à M. Paul Bert, c'est qu'il a une furieuse envie d'être ministre : voilà plusieurs années qu'il mendie un portefeuille, n'importe lequel, et qu'on le voit rôder, à la Chambre, autour des divers présidents du conseil, s'efforçant, à force de soins variés, d'attirer l'attention sur lui.

Au reste, de même qu'il n'a reculé devant aucune complaisance pour conquérir une place au banc ministériel, également il n'hésitera devant rien pour rester le plus longtemps possible vissé à ce banc.

On sait, en effet, quelle est sa doctrine. C'est lui qui vient de produire cette proposition grotesque, en prévision des votes hostiles que pourrait émettre la Chambre, que le ministère ne tienne aucun compte des voix de la droite, quand elle votera contre lui.

C'est M. Paul Bert qui demande la suppression pure et simple de 204 députés, et pour le récompenser d'avoir produit une si belle idée, M. Brisson le ferait ministre ?

Que cette nomination scandaleuse ait donc lieu, et l'on se demandera qui est le plus cynique, du président du conseil qui choisit pour collaborateur un sectaire comme M. Paul Bert, ou de ce nouveau ministre qui fait profession de dédaigner les décisions du suffrage universel.

Mendicité

Voici ce qu'on raconte. Un certain nombre de députés républicains sont allés trouver le ministre de l'intérieur, pour lui annoncer qu'ils comptent déposer une proposition de loi pour laquelle ils réclament son appui. Le but de cette proposition est de faire attribuer une pension de retraite à tout député républicain non réélu.

Nous aurions ainsi les victimes du scrutin, pour faire suite aux victimes du Deux-Décembre.

C'est la continuation du fameux désintéressement républicain.

C'est une preuve de plus que tout serviteur de Marianne n'a qu'un objectif : la poche des contribuables.

Comme audace et comme ineptie, cette proposition dépasse assurément tout ce qu'on avait encore vu.

On ne dit point d'ailleurs que l'idée déplaise à M. Allain-Targé.

LES ÉVÉNEMENTS DE BULGARIE

Constantinople, 5 novembre.

La Porte a convoqué les ambassadeurs. La conférence se réunira aujourd'hui à deux heures. Les séances se tiendront à l'arsenal de Tophané.

Said pacha, ministre des affaires étrangères et Server pacha, ministre de la justice, représenteront la Turquie.

Londres, 4 novembre.

On assure de bonne source que les troupes serbes n'entreront pas sur le territoire bulgare avant que le résultat de la conférence soit connu.

On a présent, le ministre de Serbie à Londres, qui n'a reçu aucune confirmation de la nouvelle que les troupes serbes aient reçu l'ordre d'entrer en Bulgarie.

Il se dit et il se passe en ce moment d'extraordinaires choses dans la presse républicaine, tout aussi bien conservatrice comme le National, officieuse comme le Mot d'Ordre, et révolutionnaire comme la Justice et le Radical. Il s'agit du gouvernement, de son rôle et de son attitude.

Voici, par exemple, ce que dit le Mot d'Ordre, hier encore thuriféraire du ministère Brissou, Allain-Targé et Goblet :

On a parlé d'un remaniement où M. Brissou et M. de Freycinet conserveraient leurs portefeuilles, mais dans lequel entreraient des titulaires nouveaux : MM. Spuller à l'instruction publique, Gougeard à la marine, Paul Bert ou de Lanessan aux colonies, Demôle à l'agriculture.

Le général Campenon resterait à la guerre, et M. Allain-Targé passerait aux finances.

Enfin, M. Goblet prendrait l'intérieur.

M. Spuller et M. Paul Bert à côté de M. René Goblet, est-ce que cela ne fait pas un contraste qui choque ?

Et si l'on poussait plus loin les choses, est-ce que M. Brissou, en constituant ce cabinet, ne s'exposerait pas à être mal compris et mal supporté par ceux-là mêmes qui semblent aujourd'hui ses conseillers et qui ne sont en réalité que ses gardiens, soupçonneux et inquiets ?

Quant à la présence de M. Goblet, l'avocat d'anciens, petit mais rageur, qui vient de se couvrir de ridicule avec son affaire de Gernival, à elle seule elle constituerait ce que les légistes appellent un vice de forme, et ferait casser par le tribunal souverain de la Chambre la mauvaise procédure suivie par M. Brissou.

Et plus loin :

M. Brissou et M. Allain-Targé eux-mêmes, ayant accepté avant les élections une honorable solidarité avec l'ancienne majorité, doivent partager la déroute, peut-être exagérée, mais enfin la situation qui passe pour une déroute de cette majorité.

Une politique nouvelle, gouvernement nouveau, l'opinion attend, réclame l'arrivée aux affaires de MM. Clémenceau, Lockroy, Floquet, les triomphateurs du jour. Vous lui ferez hausser les épaules en lui proposant ce remaniement ridicule. Votre Goblet est écoulé. Le pays veut marcher. Donnez-lui des bottes neuves. Si elles le blessent, il le dira.

Bien entendu, le Mot d'Ordre a prêché pour l'élection de M. Goblet au 18 octobre. Ecoutez maintenant le National parlant du rôle du gouvernement :

Chacun sait qu'il régit et ne gouverne pas, et qu'il domine la société comme une grondeuse domine un édifice, tournant à tous les vents en grinçant plus ou moins et obéissant au courant le plus fort avec une inconscience absolue.

Les députés connaissent si bien l'inertie du pouvoir, que leur unique préoccupation est d'éluder au moyen de faire marcher le gouvernement. Ce n'est pas aujourd'hui que cette tendance se manifeste. En février 1883, après la chute du ministère Ducloux, nous vîmes les différentes fractions de la Chambre signifier successivement leur vote au nouveau cabinet. L'Union républicaine ordonna à M. Jules Ferry d'aiguiller à gauche. L'Union démocratique lui déclara au contraire que, pour mériter sa confiance, il devrait « s'attacher à écarter les questions irritantes ». La gauche radicale avait également son petit « Syllabus ». Quant à l'extrême gauche, elle dictait ses volontés sur le ton qui lui est habituel.

Le gouvernement, lui, ne disait rien. Il tournait sur place, comme un gouverneur de zinc monté sur pivot.

Aujourd'hui, le gouvernement est toujours dans le même état. Les députés le font pivoter sur leur rose des vents.

Et pour terminer :

En somme, les députés se remuent beaucoup, et nous répétons que c'est leur droit; mais le gouvernement, lui, semble se borner, beau d'indolence, à chanter le refrain connu :

Ah ! qu'il est doux de ne rien faire
Quant tout s'agit autour de vous.

A-t-il des idées ? On n'en sait rien.
A-t-il un plan ? On l'ignore.
Quel sens attache-t-il aux élections récentes ? Mystère !
Il est le néant dans le chaos.
C'est insuffisant.

Ce qu'il y a de curieux, c'est que les journaux qui parlent ainsi du gouvernement déclarent factuellement ceux qui le combattent.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 5 NOVEMBRE
En France, le temps est à la pluie et la température va se relever.
A Paris, depuis hier soir, il pleut presque continuellement.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS
MANCHE. — Vent faible; mer agitée.
Océan. — Vent faible; mer agitée.
Méditerranée. — Vent faible; mer agitée.

Aujourd'hui, 5 novembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin... + 4 5/8
A onze heures du matin... + 8 5/8
A deux heures du soir... + 10 5/8
Température la plus basse de la nuit... + 3 5/8
Le baromètre est à 757 millimètres 4.

On annonce officiellement à Madrid le mariage de l'infante Eulalie, sœur du roi Alphonse, avec le prince Antoine, fils du duc de Montpensier.

Il avait été question, à plusieurs reprises, du mariage de l'infante Eulalie avec le duc de Bragance, héritier du trône de Portugal, et ce projet d'union était annoncé récemment comme définitivement arrêté.

Le prince Antoine, qui est enfant d'Espagne, est né à Séville le 23 février 1866; sa fiancée a deux ans de plus que lui : elle est née, en effet, le 12 février 1864.

Le prince Waldemar et la princesse Marie iront visiter, après les fêtes de Noël, les principales villes d'Italie. Ils passeront le carnaval à Rome.

Le petit-fils du prince de Monaco vient d'entrer au lycée Louis-le-Grand.

Deux solides canotiers !
L'archiduc Jean, commandant la division territoriale de la Haute-Autriche, et un capitaine de pionniers, montent chacun une périssoire, ont fait en un jour et demi le trajet de Linz à Vienne (180 kilomètres).

Nous apprenons la mort de M. Hainque de Saint-Sauveur, conseiller référendaire à la cour des comptes. Hier matin, à sept heures et demie, M. de Saint-Sauveur allait se rendre à la cour des comptes, quand il s'affaissa tout d'un coup. Le médecin appelé en toute hâte ne put que constater la mort, occasionnée par la rupture d'un anévrisme.

M. Porphyre Labitte, sénateur républicain et ancien député de la Somme, vient de mourir à Abbeville.

Les dépêches que nous recevons de Dijon ne laissent malheureusement plus aucun espoir sur l'état de Mgr Castillon. Le vénérable prélat ne prend plus que des calmants et quelques cuillerées de champagne. Sa faiblesse est extrême.

Mgr Castillon est atteint de phthisie. Il est arrivé malade à Dijon, où il ne se trouve que depuis deux mois.

Un fait des plus rares vient de se passer dans le dix-sept

GAZETTE DE PARIS

ANASTASIE

La nommée Anastasie a fait parler beaucoup d'elle dans ces derniers temps : pourquoi ne parlerions-nous pas à notre tour d'Anastasie ?

Anastasie — de son nom de famille Madame Censure — n'est pas une nouvelle venue. Son origine se perd dans les... frises ; j'allais dire dans les nuages, en pensant aux *Nuées* d'Aristophane. Elle a existé de toute éternité dramatique et elle existera tant que le monde... dramatique existera.

Mais qu'on ne s'y trompe point : il y a deux Anastasies.

La mère et la fille.

La mère est une douairière à collet-monté, mais bien élevée. Jadis elle avait son banc au collège des Vestales ; aujourd'hui, elle a sa chaise à Saint-Philippe-du-Roule.

Elle a son bason, le voici :

D'azur — attendu qu'elle est un peu bas-bleu — aux ciseaux d'argent posés en abyme avec cette devise empruntée à Horace : *Sublato jure nocendi*.

La fille n'a guère qu'un petit siècle d'existence. Elle naquit vers 92 de l'union morganatique forcée d'Anastasie première avec un Sans-culotte.

Ses armes — car elle a des armes — sont :

Mi-partie de gueule et d'azur ; au bâillon rouge, en chef et aux ciseaux de fer coupant une plume en deux. L'écu timbré d'un bonnet rouge. Devise : *aut me aut nihil*.

C'est une vieille fille acariâtre, despotique, capricieuse, cruelle, mal élevée, ses intimes appellent : « Ma petite Marianne ! »

J'ai dit qu'Anastasie I^{re} avait existé de toute éternité dramatique, et que son origine se perdait dans les frises.

En effet, ce fut elle qui fit exiler Phrynicus, poète grec, qui avait commis le crime de lèse-nation d'avoir mis en scène la prise de Milet par Darius.

Aristophane ayant traité sur la cliaie Cléon et Socrate, Anastasie rendit deux décrets : l'un défendit d'attaquer aucun citoyen par son nom, l'autre supprima la parabase, c'est-à-dire le monologue du chœur dans lequel le poète parlait de ses propres affaires ou pour traiter des affaires publiques.

Des Grecs, Anastasie passa chez les Romains ; ce fut elle qui envoya Novius mourir en exil pour avoir offensé Scipion.

Sous Néron et sous Galba, Anastasie ne fit pas parler d'elle, par la raison toute simple que les poètes satiriques ne se hasardaient pas à critiquer le fils d'Agrippa ni le protégé de Livie.

D'ailleurs, comme l'art dramatique s'était réfugié au cirque, comme les acteurs étaient lions, tigres et panthères, Anastasie ne pouvait régler méthodiquement les coups de griffes et les coups de gueules de ces artistes.

Je laisse Néron et Galba pour arriver à Charlemagne.

En même temps que ce prince fondait les écoles, il chargeait Anastasie d'arrêter les débordements des histrions ; cela se passait en 789, juste mille ans avant la prise de la Bastille.

Plus tard, ce fut Eudes de Sully, évêque de Paris, qui confia à Anastasie le soin de mettre un frein aux énormités de la *Fête des Fous* et de la *Fête du Renard*.

Vers 1402, le prévôt des marchands voulut faire intervenir Anastasie contre les Frères de la Passion, mais il ne réussit pas entièrement ; toutefois, Charles VI donna à la dame deux aides, sergents du Châtelet, dont la mission était de signaler les désordres qui se produisaient au théâtre.

Charles VII rendit tout pouvoir à Anastasie, et il fut défendu aux basochiens de rien mettre dans leurs farces qui pût offenser la réputation des citoyens ou blesser la pureté des mœurs, et, en 1442, il fut défendu aux clercs de jamais jouer une satire avant qu'elle eût été approuvée par un censeur.

Anastasie se montra presque féroce sous Louis XI.

Sous Charles VIII, Anastasie ne se montre pas très tolérante, car cinq basochiens sont condamnés à la prison pour s'être permis de trop vives plaisanteries sur le roi.

Mais sous Louis XII, Anastasie est mise à l'écart. On peut tout dire sur la scène, pourvu que ce soit contre le Pape. Mais alors, ce fut une licence absolue. Toutefois, le roi ne permit pas qu'on attaquât la reine. Sous peine de pendaison, il fallut respecter les dames.

Anastasie triomphait au moins pour son sexe.

Avec François I^{er}, Anastasie redevint toute-puissante. Le restaurateur des lettres ne permit pas qu'il soit fait un *cri* ou un *jeu* sans en avoir obtenu la permission de la cour. Les basochiens étaient tenus de suivre exactement le manuscrit examiné et censuré par le Parlement.

En 1548, un arrêt interdit la mise en scène de tous les mystères qui étaient devenus des exhibitions obscènes, et un peu plus tard l'examen des censeurs ne suffisait plus à Anastasie. Toute pièce censurée devait être encore autorisée par le Parlement.

La Ligue règne, Anastasie est réduite à se cacher. Mais voici Henri IV. Le principal du collège des Capetels fait afficher pour le 14 août 1594 la représentation d'une tragédie intitulée *Chilpéric, roi de France*, second du nom. Le Parlement prend connaissance du manuscrit et l'auteur, Louis Léger, un des principaux régents du collège, est conduit à la Conciergerie du palais « pour être ouï et interrogé sur le contenu dudit cahier, répondre à telles conclusions que le procureur général du roi pourra prendre et être contre lui procédé ainsi que de raison. » Quant au principal il reçoit l'ordre de ne pas jouer la tragédie annoncée.

En 1609, le lieutenant civil fait un règlement sur les spectacles et en voici un article :

« Défendons aux comédiens de représenter aucunes comédies ou farces qu'ils ne les aient communiquées au procureur du roi et que leur rôle ou registre ne soit de nous signé. »

Nous avons laissé Anastasie I^{re} parlant avec la belle Gabrielle les favoris du Vert-Galant ; nous la retrouvons aux genoux du rigide cardinal de Richelieu et imposant ses caprices à Corneille.

Mais l'auteur de *Mirame* était trop auteur dramatique pour ne pas offrir aux comédiens une compensation et il fit rendre à Louis XIII une *déclaration* qui, tout en invitant les comédiens à la réserve, était cependant pour eux une garantie, en ce sens que les juges ne pouvaient ordonner plus grandes peines qu'il leur avait été bannissement.

C'était certes beaucoup, et nous voilà loin des châtimens corporels que la farouche Anastasie pouvait administrer dans ce siècle précédent.

Un des amants les plus dévoués à Anastasie fut l'abbé d'Aubignac, qui eût voulu voir établir en France un grand-maître des théâtres et des jeux publics, et dont la principale mission aurait été de veiller à ce que le théâtre ne maintint en honneur ; aucune pièce n'aurait pu être représentée avant qu'il l'eût autorisée.

Mais le moyen de créer cet emploi ? Nous arrivons à la Fronde !

Anastasie se retire sous sa tente.

Mais voici Louis XIV.

Anastasie se montre tolérante, tout à fait grande dame et la déclaration de 1641, amendée par l'usage, fut appliquée aux auteurs et aux comédiens.

Anastasie avait d'abord fait bonne mine à *Tartuffe*, mais elle se rétracta, et il fallut des années pour qu'elle revint sur cette seconde détermination ; toutefois, elle se vengea quelque peu sur *Don Juan* qui dut atténuer ses déclarations d'athéisme.

Louis XIV n'aimait pas les pièces politiques dites de circonstance, — nous dirions, nous, d'actualité.

Anastasie obtint que l'*Ecuyer*, de Clarendon, ne fût pas joué, et que Baron supprima, dans son *Salomon*, un vers contre l'édit sur le duel.

Anastasie et Mme de Maintenon étaient bonnes amies, et celle-là ne permettait pas que messieurs les comédiens se moquent de celle-ci. C'est pourquoi *Phraote*, de Campistron (1686), et *Varron*, de Dupuy, durent être retirés du théâtre.

Au commencement du dix-huitième siècle, Anastasie publia le rescrit suivant :

« Sa Majesté veut aussi, c'est Ponchartrai qui parle par la bouche d'Anastasie, que vous avertissez les comédiens qu'elle ne veut pas qu'ils représentent aucune pièce nouvelle qu'ils ne nous l'aient auparavant communiquée ; son intention était qu'ils ne puissent représenter aucune pièce qui ne soit de la dernière pureté... »

Anastasie aurait bien voulu faire interdire *Turcaret*, de Lesage, mais la dauphine fut plus forte qu'elle.

La pauvre Anastasie ne fut pas d'abord heureuse sous le règent, mais les auteurs s'étant attaqués à M. de Sartines à propos de *Cartouche*, la sévère douairière reprit son empire.

Un peu plus tard Anastasie fut protégée par l'abbé Chénier, auteur du *Polissonnade*, censeur tolérant et très bon vivant et qui avait pour confrère un ragueur l'abbé Roquet qui fit interdire la *Rose*, de Piron.

Jusqu'en 1789 les censeurs royaux avaient le titre de censeurs de la police ; mais comme tout le monde intervenait pour faire jouer ou interdire, la pauvre Anastasie ne savait où donner de la plume.

Crébillon devint bientôt l'amant d'Anastasie et ce fut lui qui s'opposa à la représentation de *Mahomet*, et c'est de ce jour que Voltaire eut une haine implacable à l'auteur de *Rhadamiste*, comme celle de Collé, ami de Saurin dont Crébillon avait censuré l'*Amenophis*.

De Crébillon Anastasie tomba dans les bras de Maurin, un intrigant qui commit bêtises et indignités sur indignités et bêtises. Un exemple de sottise : Maurin voulut interdire le *Philosophe sans le savoir* de Sedaine.

Sauvigny et Suard succédèrent à Morin, puis vint Coquelard de Chaussepière qui déclara le *Mariage de Figaro* injouable.

Quelles tribulations subit la pauvre Anastasie à propos de la pièce de Beaumarchais ! Je n'ai pas à les raconter ; tout le monde les connaît.

Mais nous voici arrivés à 1789, c'est-à-dire à la naissance prochaine d'Anastasie II, et nous demandons au spectateur l'autorisation de faire un entr'acte de huit jours.

E.-M. DE L.

Un accident typographique nous oblige de renvoyer à demain la publication du feuilleton de critique littéraire de notre collaborateur Hippolyte Fournier.

CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

Espagne

Madrid, 4 novembre, 11 h. matin.

On déclare dénuée de fondement la nouvelle venue de Londres et relative à l'incendie du consulat d'Allemagne et d'autres maisons allemandes à Manille.

L'*Imparcial* publie une lettre de Carthage annonçant que la tentative d'insurrection faite par douze individus espagnols à marins a échoué ; ces individus ont offert la liberté aux prisonniers du bagne au nom de M. Ruiz Zorrilla s'ils voulaient s'insurger et défendre la patrie par les armes.

Tous ont été arrêtés ; leur chef est un ancien officier d'infanterie.

Angleterre

Londres, 5 novembre.

Le *Standard* publie une lettre de Port-Hamilton disant que Wladivostok était une menace permanente pour le commerce anglais et que l'occupation de Port-Hamilton fut décidée comme mesure de simple défense.

La lettre insiste sur l'importance de cette place comme dépôt de charbons.

Elle ajoute que l'Angleterre peut se flatter d'avoir obtenu la possession d'un avant-poste stratégique très important et d'un port qui ne le cède à aucun autre de

l'Extrême-Orient ; l'accès en est protégé par des mines sous-marines.

L'Angleterre a acheté Port-Hamilton au gouvernement coréen.

Etats-Unis d'Amérique

New-York, 4 novembre.

L'élection du gouverneur de New-York a donné une majorité de 10 à 15,000 voix au candidat des démocrates.

On croyait à son échec à cause de son hostilité notoire contre les réformes administratives préconisées par le président Cleveland.

Mais le président lui-même a voté pour le candidat démocrate.

New-York, 4 novembre.

Le *New-York Herald* publie une longue dépêche de Dublin, dans laquelle il est dit que M. Parnell a préparé le plan d'une constitution irlandaise.

La Chambre des lords serait abolie. L'Angleterre dirigerait la politique générale du royaume, mais le Parlement siégerait à Westminster n'aurait pas le droit de faire ni de changer les lois irlandaises.

New-York, 4 novembre.

Le *New-York Herald* publie une dépêche de Montréal, annonçant que Riel ne sera pas exécuté.

Suisse

Berne, 3 novembre.

Le docteur Brockmann, délégué de l'Etat libre du Transvaal, se trouve actuellement à Berne ; il est chargé de négocier un traité de commerce, d'établissement et d'amitié avec la Suisse.

Italie

Rome, 4 novembre.

Le Pape a reçu aujourd'hui le conseiller de la légation de Belgique et sa famille.

Les différentes combinaisons ministérielles mises en circulation inspirent à l'*Intransigeant* les réflexions suivantes :

Nous avions pensé que du moment où, de l'avis de tous, la France s'était prononcée au dernier scrutin pour une politique différente de celle qu'on lui avait servie jusqu'à présent, il était logique d'éliminer à la fois et le système et ceux qui l'avaient appliqué... Si ces ministres sont aujourd'hui les mêmes qu'hier, par quel moyen arrivera-t-on à modifier la politique qu'ils poursuivent ? Entre la politique qu'on veut changer et les hommes qui la veulent conserver, il y a une contradiction flagrante. Malheureusement, nous devons trop qu'on se tiendra d'affaire en ne changeant ni les hommes ni la politique.

Ecoutez maintenant M. Clémenceau :

Pour ma part, disais-je hier, je suis prêt à tout faire pour prouver aux réactionnaires que les républicains sauront toujours s'entendre quand il s'agit de déjouer les manœuvres des divers prétendants. Mais, d'autre part, je demande que le gouvernement et la majorité rendent possible une action commune de tous les républicains. Nous ne pouvons, mes amis et moi, oublier nos programmes. Il faut donc que le gouvernement sache que nous ferons beaucoup de concessions, mais que nous ne saurions nous déshonorer par l'abandon de notre drapeau.

On voit que la concentration républicaine n'est pas un vain mot.

DOSSIER ÉLECTORAL

Landes

Les opportunistes organisent une sorte de terreur qui va grandissant dans ce département.

Les bruits semi-officiels d'invalidations de tous les mandats mis en œuvre pour intimider les paysans, ici, un maire refuse de légaliser des signatures apposées au bas d'une protestation ; ailleurs, on envoie des gendarmes pour vérifier comment on a voté ; dans maints endroits même, antérieurement au 4 octobre, on avait dit et on répète encore aujourd'hui que les élections conservatrices sont condamnées d'avance et qu'il est inutile de voter pour les conservateurs. Nombreuses sont les vexations contre les particuliers. Dans la nuit du 20 au 21 octobre, on a planté devant la maison d'un conservateur une croix, volée sans doute dans un cimetière, avec cette inscription : *Maison à vendre... X... à vendre*. Nous pourrions citer cent amentés de ce genre.

Tarn-et-Garonne

Un jeune instituteur adjoint de Montauban, M. Capmartin, vient d'être révoqué de ses fonctions par le préfet de Tarn-et-Garonne. Le *Ralliement* nous fait connaître les motifs de cette révocation :

Le 5 septembre dernier — il faut noter la date — un mois avant les élections, M. Capmartin, qui était en vacances, se trouvait à Beaumont, au milieu d'un groupe d'amis. Ce jour-là, M. Trubert (candidat conservateur) se trouvait aussi à Beaumont. Il s'avança vers le groupe en question et serra la main aux diverses personnes qui le composaient. Le jeune Capmartin ne connaissait pas M. Trubert ; il le voyait pour la première fois de sa vie ; il faut remarquer, en outre, que M. Capmartin n'était encore inscrit sur aucune liste électorale dans le canton de Beaumont. Mais, en voyant la main de M. Trubert tendue vers lui, il tendit la sienne. De cette poignée de main, on a fait un crime, une trahison contre la République. Et voilà pourquoi M. Capmartin a été révoqué. Son crime, et il n'y en a pas d'autre à sa charge, est celui-ci : avoir touché la main d'un candidat conservateur.

Basses-Pyrénées

Les vengeances électorales ont commencé dans le département des Basses-Pyrénées : on a congédié plusieurs cantonniers ; les gardes champêtres de Moncassin et Larroin ont été destitués ; M. le docteur Forcade, commissaire-vaccinateur, a été révoqué par le sous-préfet d'Oléron ; M. Ducrest, maire d'Arudy, vient d'être révoqué par le préfet. Du reste, ce n'est là qu'un prélude des grandes hécatombes qu'on prépare. Quant aux curés qui sont privés de leur traitement, on ne pourra pas les compter. Il était tout naturel que ce département, ayant été un des plus ardents dans la lutte contre les républicains, fut frappé un des premiers.

Lot-et-Garonne

Le *Nouveliste de Bordeaux* publie les renseignements suivants sur les manœuvres opportunistes dans ce département :

« Un conseiller municipal a abordé un électeur de la section du Tivras et lui a tenu ce langage :

« Je sais que vous avez voté dimanche dernier pour les candidats réactionnaires. Eh bien ! je vous prévins que, si cette fois vous ne votez pas pour les républicains, votre maison sera saignée et mise à feu, et que nous vous enverrons à Cayenne. »

Le pauvre homme a naïvement avoué à un de nos amis qu'après tout il préférait voter pour les républicains, plutôt que de voir sa maison pillée et incendiée. Un autre électeur électoral disait aux paysans qu'on avait les moyens de connaître pour quelle liste les gens de la campagne votent et que ceux qui ne voteraient pas pour les républicains ne pourraient pas vendre leurs tabacs, qui seraient préalablement saisis au profit de l'Etat. Enfin, disait un autre agent qui traquait les listes des ennemis :

« Votre fils est soldat, n'est-ce pas ? Si vous persistiez à voter pour les coalisés monarchiques, je vous prévins qu'il ne reviendrait pas. »

Puy-de-Dôme

M. Moirier, juge de paix du canton de Thiers, adresse au procureur général de la cour de Riom la lettre suivante :

Monsieur le procureur général,

J'ai l'honneur de vous adresser ma démission des fonctions de juge de paix du canton de Thiers, en vous priant de vouloir bien la faire parvenir à M. le garde des sceaux.

Je n'ai pas cru pouvoir ni devoir promettre autre chose que le respect à la forme du gouvernement ; et, dans ces conditions, le devoir me commande de résigner des fonctions qui empruntent à ce régime un caractère politique qu'elles n'avaient jamais eu jusqu'à ce jour.

Je vous prie d'agréer, etc.

Ille-et-Vilaine

Nous avons dit que le préfet de ce département avait suspendu M. Le Gonidec de Traissan de ses fonctions de maire de Vitré. Cela ne suffisait pas à ce support de M. Allain-Targé et il vient de prendre de nouveaux arrêtés suspendant les maires des communes ci-dessous :

M. Le Gonidec de Traissan, maire de Vitré.

M. de Guillon, maire d'Antrain.

M. Guérin, maire de Paimpont.

M. Terra, maire de Médéac.

M. Fresnel, maire de Treffendel.

M. Rouaud, maire du Sol.

M. Jouand, maire de Cornillé.

Meuse

Par arrêté, en date du 22 octobre, M. Baudran, préfet de la Meuse, a suspendu de ses fonctions M. Lhoste, maire d'Hattonchâtel.

Voici le texte de l'arrêté préfectoral :

Le préfet de la Meuse, chevalier de la Légion d'honneur.

Vu la loi du 5 avril 1884, article 83 ;

Attendu le procès-verbal constatant que, sur l'invitation qui lui en était faite par la gendarmerie, M. Lhoste, maire de Hattonchâtel, a formellement refusé de faire afficher un placard administratif émanant du préfet, ajoutant « qu'il savait de sources certaines que ce placard ne contenait pas la vérité. »

Considérant qu'en n'obéissant pas aux ordres du préfet, son supérieur hiérarchique, M. Lhoste s'est rendu coupable d'un acte d'insubordination qui ne saurait être toléré de la part d'un agent du pouvoir exécutif.

Arrête :

Article premier. — M. Lhoste, maire d'Hattonchâtel, est suspendu de ses fonctions.

Art. 2. — M. le sous-préfet de Commercy est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bar-le-Duc, le 22 octobre 1885.

Signé : A. BAUDRAN.

Faits divers

Rixe mortelle au lac Saint-Fargeau. — Hier soir, vers onze heures, à la porte de Romainville, près du lac Saint-Fargeau, une rixe s'est engagée entre deux équipes de domestiques de M. Duong, marchand de vin.

Les uns vinrent aux coups et eurent bientôt brisés glaces et devantures. M. Duong fut blessé grièvement d'un coup de bouteille à la tête ainsi qu'une des femmes par un verre lancé à la figure. Deux des coupables avaient pénétré dans le cloître pour s'emparer de la caisse.

Un des consommateurs présents tira deux coups de revolver pour effrayer les tapageurs. Dans la bagarre, trois individus furent grièvement blessés par un instrument tranchant. Les nommés Satoni et Antonin Bachmann, ont été conduits à l'hospice Tenon.

Bachmann est mort ce matin des suites de ses blessures.

A l'arrivée des gardiens de la paix, les agresseurs ont pris la fuite dans la direction des Lilas.

On est sur les traces de ces malfaiteurs.

Eboulement dans une carrière.

— Hier, dans une exploitation appartenant à M. Michaux, entrepreneur au Bas-Mendon, trois ouvriers, nommés Pierre Laurent, Lasserre et Dumont, travaillaient, lorsqu'un éboulement se produisit.

Les malheureux furent ensevelis sous une masse énorme de pierre et de terre. Les deux autres ont été transportés à l'hôpital Necker, où des secours leur sont donnés.

Un terrible accident est attribué à l'infiltration des eaux.

L'incendie de Montrouge. — Ce matin, un incendie a éclaté à trois heures du matin, chez M. Feyron, marchand de vins en gros, route d'Orléans, à Montrouge, le feu a pris naissance dans un hangar, rempli de paille et de fourrage et s'est communiqué à un magasin construit en planches et en plâtres remplis d'alcools.

Les pompiers de Montrouge, de Malakoff, de Villejuif et de Vanves ont combattu le feu.

A cinq heures, tout danger avait disparu.

Les pertes sont évaluées à quarante-cinq mille francs.

Le crime de Rueil.

— Un assassinat vient d'être découvert à Rueil.

M. Rappallier, qui durant l'hiver réside à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, possédait, dans la partie haute de Rueil, près de l'extrémité de la ville, au n° 34 du boulevard de Saint-Cloud, une propriété dont le jardinier et gardien tout à la fois était un nommé Claude Robbé.

Cette propriété est située tout en haut du territoire de la commune, du côté de Buzenval ; elle provient d'un ancien domaine de l'ancien parc Richelieu. Mitoyenne d'un côté avec la culture d'un maraîcher, elle est bordée sur ses trois autres côtés par les rues du Lac et de Zurich et par le boulevard de Saint-Cloud.

Depuis huit jours, M. Rappallier, venu se réinstaller à Paris, avait écrit plusieurs fois à son jardinier pour lui donner différents ordres et n'avait reçu aucune réponse.

En présence de ce silence inexplicable, M. Rappallier se décida à venir à Rueil. La propriété était close. On fit ouvrir les portes.

Le jardinier occupé dans la propriété une annexe adjointe à la maison. Aussitôt qu'il entra, on trouva, dans la salle du rez-de-chaussée, le cadavre de Claude Robbé, étendu à demi nu, sur le carrelage de la pièce.

Claude Robbé était, depuis plusieurs années, jardinier dans la propriété. C'était un homme de trente-deux ans, à montachettes blondes, travailleur et économe. Ceux qui le connaissaient le tenaient en grande estime.

Bien que le cadavre de Robbé ait été trouvé dans un état parfait de conservation, c'est au 27 octobre qu'il faut faire remonter la date du crime.

Personne n'a vu depuis cette journée, qu'il a passée en compagnie de deux individus dans une auberge du boulevard de Saint-Cloud, tenue par M. Lesage et où il prenait sa pension.

Il n'est pas douteux que le vol ait été le mobile du crime. La victime passait, en effet, pour avoir des économies et d'autre part, on a retrouvé derrière la petite porte de la propriété, ouvrant sur l'avenue de Saint-Cloud, un paquet abandonné par les assassins.

Ce paquet contenait, dans une couverture, divers objets d'habillement et la montre de la victime.

Le crime n'a pas dû être commis par un seul individu ; Claude Robbé était très robuste, malgré son apparence flétrie, et la pièce où son cadavre a été trouvé témoigne d'une lutte violente.

On a relevé sur les deux bras de fortes ecchymoses, et un côté du corps porte la trace d'une violente contusion.

Le crime du malheureux a été, en outre, horriblement broyé au moyen d'un boulet que Robbé avait autrefois détaché dans le jardin, et qu'il conservait en mémoire des événements dont le plateau de Buzenval avait été le théâtre en 1870.

Hier, à deux heures de l'après-midi, le parquet de Versailles s'est transporté à Rueil.

Aucune trace d'effraction n'a été relevée dans la maison. On recherche les individus avec lesquels Robbé a été vu pour la dernière fois.

Les jouets dangereux. — Depuis longtemps, des médecins de Paris et de la banlieue déclarent qu'appelés pour donner des soins à de jeunes enfants atteints de désordres intestinaux, ils avaient acquis la certitude que ces maladies provenaient de ce que ces enfants avaient porté à la bouche des jouets colorés à l'aide de couleurs dangereuses.

Le préfet de police donna, en conséquence, l'ordre aux inspecteurs du laboratoire municipal de chimie de se rendre surtout dans les fêtes foraines, d'y examiner les jouets mis en vente et de saisir tous ceux dont les couleurs paraissent suspectes.

En exécution de ces instructions, MM. Montelhet, commissaire de police, et Dupontreux, chimiste expert, tous deux attachés au laboratoire municipal, se sont rendus chez divers marchands de jouets qui leur étaient signalés et saisirent quantité d'objets colorés à l'aide de substances minérales et de couleurs organiques, telles que des composés de cuivre, de plomb ou d'arsenic et des matières colorantes dérivées de l'aniline.

Ainsi, ils ont saisi des milletons dont le papier était coloré au chromate de plomb, poison très dangereux.

Au cours de leur inspection, ils ont aussi saisi des biscuits enveloppés dans du papier coloré aussi au moyen du chromate de plomb, des amoures constituant un produit explosible composé de soufre,

nant d'un coup d'œil rapide le résultat des élections. Conservateurs, républicains, opportunistes et radicaux sont représentés par des couleurs distinctes. Chaque département comprend le nombre des députés, la population et le nombre des votants. De chaque côté de la carte, et sur trois colonnes, sont indiqués par département le nom des députés, avec le nombre de voix obtenues par eux.

Les députés réélus sont imprimés en caractères italiques.

Cette carte, intelligemment conçue par M. Décombes, est tirée à 100,000 exemplaires et vendue partout au prix de 20 centimes à Paris, et 25 centimes dans les départements.

En vente, chez MM. S. Heymann et Co, 13, rue du Croissant, Paris.

Nous sommes heureux d'annoncer qu'Alfred de Vigny tout entier aura bientôt paru dans la *Petite Bibliothèque littéraire* d'A. Lemerre. Voici le premier volume du tirage.

Le tome II, qui doit suivre prochainement, comprendra, en huit volumes, l'œuvre du grand poète, dont la pensée haute et hardie, dont la forme parfaite ont eu tant d'influence sur la poésie contemporaine.

Il est impossible à tout ami des lettres de ne point posséder Alfred de Vigny, dans le format charmant et dans la parfaite reproduction que nous signalons, et qui est certainement le plus beau des monuments élevés à la gloire du noble poète.

L'Almanach de la France illustrée pour 1886 (11^e année), le plus intéressant, le plus complet et le mieux fait de tous les almanachs qui ont paru jusqu'à ce jour, est celui de la *France illustrée* publié par l'abbé Roussel.

Album et livre, ce gracieux opuscule, de plus de 100 pages in-16, renferme, outre un grand nombre de gravures et de portraits dus aux crayons de nos plus habiles dessinateurs, de charmantes histoires, de délicieuses nouvelles, des fantaisies, des poésies, des biographies de personnages considérables.

A un attrait naturel, ce séduisant petit volume, dans lequel plume et burin se disputent la palme, joint le mérite de son bon marché.

En effet, quand tous ses confrères les almanachs illustrent à 1 fr. et davantage, l'almanach de la *France illustrée* s'offre à vous pour 0,50 centimes (par la poste 0,65).

Nous ne saurions trop le recommander pour la propagande et comme acquisition charitable.

D'ailleurs, pourriez-vous le refuser, lecteurs, quand il vous est si gracieusement présenté par les jeunes apprentis d'Anteuil.

Or, cet almanach a un frère également dans les bureaux de la *France illustrée*, 40, rue Lafontaine (Anteuil-Paris), mais un frère plus petit et non moins gracieux, connu depuis onze ans sous le nom d'*Almanach illustré de la Première Commune*, et de la *Persévérance*. Il est coquet, gentil, intéressant.

L'abbé Roussel le dédie aux enfants qui se disposent à la première communion et à ceux qui, l'ayant faite, veulent assurer leur persévérance.

En quelques jours, la première édition de ce ravissant petit volume de propagande a été épuisée. Prix : 30 centimes, par la poste 35 centimes.

A Madagascar

D'une lettre adressée à la *Démocratie franc-comtoise* par un Bislontin qui se trouve en ce moment à Madagascar, nous extrayons les passages suivants :

Nous avons pensé que nos ennemis traiteraient ; ils ne traitent pas, ils se sont retirés laissant deux corps de troupes campés à quelques kilomètres de Tamatave et de Majunga. Nous sommes assiégés dans ces deux villes et nous sommes obligés d'être continuellement sur le qui-vive.

Cet état de choses durera-t-il longtemps ? Il y a en ce moment à Tamatave six compagnies d'infanterie de marine, deux compagnies de volontaires de la Réunion, deux batteries d'artillerie de marine, et un bataillon de fusiliers marins. Ces troupes sont fatiguées de l'inertie dans laquelle on les laisse ; elles ne demandent qu'à marcher. Les volontaires qui s'étaient engagés pour un an, sont là depuis deux ans, on ne songe pas à les renvoyer ; ils sont complètement dégoûtés.

Cette situation est intolérable ; il faut que le gouvernement prenne une mesure énergique. Avec 5,000 à 6,000 hommes, on peut réduire à néant tous ces sauvages, qui n'ont aucune tactique militaire et ne possèdent que de mauvais fusils ; je ne parle pas de leurs sapeurs, qui sont pour ainsi dire offensifs.

Tamatave vu depuis la baie offre un coup d'œil véritablement enchanteur. Toute cette végétation coloniale, cocotiers, palmiers, caroubiers, manguiers, choux-palmistes, etc., s'élèvent majestueusement dans les airs, et au milieu de cette épaisse verdure apparaissent de riants et confortables habitations ; tout en ce lieu semble respirer un air de félicité qui, au premier abord, met en

doute la mauvaise réputation de Madagascar.

En effet, cette mer toujours agitée, apportant sans cesse des lames de sable qui s'en tassent et finissent par former de véritables bancs, avec les siècles, est des plus curieuses à voir.

Quittés la baie, entrez à Tamatave, l'aspect change complètement. La verdure n'est pas aussi intense, les arbres ont l'air d'avoir la fièvre jaune, et les habitations sont tout à fait ordinaires, construites presque toutes sur pilotis. Les propriétés sont entourées de palissades confectionnées avec de vieilles douilles de tonneau.

Dans les rues, pas une pierre, pas un gravier, rien que du sable fin, dans lequel on a peine à marcher et où on n'avance qu'avec difficulté.

Les habitations des blancs, construites en planches et relativement spacieuses, rappellent les maisons de la Réunion. Elles possèdent presque toutes des sortes de verandahs mal lambrissés, garnies de nattes de palétouiers pour protéger du soleil.

Seules, les habitations des consuls français, anglais, américains, etc., surmontées d'un mâ ou des pavillons nationaux sont arborées les jours de grande circonstance, ont un cachet assez agréable.

Il y a une chapelle et une église catholiques ; cette dernière est des plus simples ; au-dessus du portail est placée une vierge en pierre blanche tenant sur ses genoux l'enfant Jésus.

La population peut s'élever actuellement à 4,000 ou 5,000 habitants et comprend très peu de Français, quelques colons de la Réunion et de Maurice ; on ne voit point ainsi dire en ce moment que des naturels de la côte du Malabar, au teint cuivré, ces Juifs de l'Orient, et des Malgaches.

La partie sud de la ville offre un contraste frappant ; elle est habitée uniquement par des Malgaches qui logent dans des « canas », cahutes se composant de quatre piquets fichés en terre, contre lesquels sont disposées de mauvaises planches ; le toit est fait de feuilles de palétouier.

Le fort circulaire (300 mètres environ de circuit) est distant de la ville de Tamatave de 300 mètres. Il est à double enceinte ; il a été construit en 1836 par des ingénieurs arabes. Il est en pierres mal cimentées et commande toute la plaine limitée par de nombreux chaînons qui précèdent la grande chaîne de montagnes qui coupe l'île du Nord au Sud. Il est armé de 7 petites pièces de canon, de 2 canons-revolvers et d'une pièce de 16, placée sur un monticule à 10 mètres en avant.

Au moyen d'une longue-vue de fort calibre, placée sur le parapet du fort, on aperçoit parfaitement le fort de Farafate.

C'est plutôt une série de petits forts naturels auxquels on a ajouté quelques constructions de pierres. À droite de ce fort, dans un petit bois entouré d'une palissade, se trouve un camp retranché.

On voit chaque jour les Hovas, en robe blanche, parcourir la montagne, les uns portant de l'eau, les autres du bois, procédant aux diverses occupations domestiques. Ces derniers temps, on les voyait, en grand trou dans lequel on suppose qu'ils ont fiché des piquets, recouverts de branchages et de terre. Ce sont là des ruses de guerre familières aux Indiens.

À nord du fort de Tamatave, à 600 mètres environ dans la plaine, se trouve un cimetière hova abandonné.

Il renferme de nombreuses tombes commodes des Hova dans un site qui est un genre de sépulture particulier aux riches et qui est très original. Ces naturels fouillent un arbre comme s'ils voulaient en faire une pirogue, placent le mort, revêtus de ses beaux atours, avec tous ses bijoux dans cette espèce de boîte, puis le recouvrent d'un autre arbre fouillé comme le premier. Le cercueil, ainsi fait, est placé, sans être fermé autrement, sur quatre piquets s'élevant à 50 centimètres du sol.

Le conseil municipal de Paris a repris ses séances hier.

Le conseiller du quartier de l'Hôpital-Saint-Louis, M. Dujarrier, ouvre la séance en sa qualité de doyen d'âge (il a soixante-dix-neuf ans).

M. Richon, Binder, Navarre, les plus jeunes membres présents, l'assistent comme secrétaires provisoires.

M. le préfet de la Seine donne lecture de l'arrêté convoquant le conseil.

Il est procédé au scrutin pour la désignation du président. Le nombre des votants est de 63.

M. Maillard (groupe de l'antonomie) est élu par 43 voix contre 18 données à M. Narcisse Leven, le candidat de la gauche modérée.

M. Maillard représente au conseil le quartier de Grenelle.

C'est un avocat ; il a été secrétaire de Ledru-Rollin, lors du passage de celui-ci au ministère de l'Intérieur.

Comme il est entendu que l'on doit s'occuper d'affaires, voici de quoi nos édiles se sont occupés :

M. Vaillant. — Je propose au conseil de transmettre à la Chambre un vœu pour qu'une amnistie soit accordée aux condamnés politiques pour faits qualifiés ou non de droit commun.

M. Michelin. — Je m'associe à la proposition, mais il faudra excepter le ministre Ferry qui est en accusation sera demandée à la Chambre.

M. Hubbard a une interpellation à adresser au préfet de police sur la manifestation du 24 octobre.

Il est entendu que cette interpellation et les autres du même genre n'auront lieu que lundi.

M. Gragnon doit être également interrogé par M. Dreyfus sur les brutalités exercées par un agent vis-à-vis des habitants du quartier d'arrondissement, et par M. Vaillant sur l'intervention de la police à l'enterrement d'Arnand et dans les manifestations qui ont suivi le vote du 4 octobre.

Après quoi les conseillers se retirent aussi satisfaits que Titus.

DEPARTEMENTS

Dordogne. — Les ouvriers carriers de la Chancelade, qu'on supposait être très probablement égarés dans les profondeurs de la colline, sont vivants !

L'*Avenir de la Dordogne* raconte dans quelles circonstances on a pu s'en assurer :

Mardi matin, à huit heures, les ouvriers qui creusent les puits de forage avaient été forcés d'interrompre momentanément ce travail, leur tarière venant de s'enrouler et n'en ayant pas de rechange. Ils racontèrent que trois heures auparavant, le forage ayant cessé quelques secondes, ils avaient d'instinct descendu au fond du puits de trois mètres, à l'endroit où s'ouvre le trou, à l'affleurement du rocher, il colle son oreille contre terre ; il entend un autre coup qui a rendu un son métallique.

« Nous voilà, dit le correspondant de l'*Avenir*, tous groupés autour du puits, haletants, anxieux, retenant notre souffle... Quelques secondes s'écoulent... Un coup, deux coups arrivent à notre oreille. En bas, à ce moment, quelques coups de mine éclatent. M. Boissière, groffier du juge d'instruction, descend au fond du puits de trois mètres, à l'endroit où s'ouvre le trou, à l'affleurement du rocher, il colle son oreille contre terre ; il entend un autre coup qui a rendu un son métallique. »

On a prévenu aussitôt de ce fait le préfet et l'inspecteur général et l'on est allé en toute hâte demander à M. Salses, ingénieur, chef de traction, de faire confectionner immédiatement deux nouvelles tarières, afin que les ouvriers ne manquent plus désormais de cet instrument indispensable.

Mardi matin, à dix heures, on avait atteint la profondeur de 11 mètres 35. C'était le neuvième jour que les carriers sont en travail. On suppose qu'au moment de l'enterrement des puits, les ouvriers avaient quelques provisions qu'ils ont mangées, et aussi qu'ils ont dû trouver des champignons qui ne manquent pas de ce côté de la carrière.

Tout l'intérêt des recherches se concentre actuellement sur le point où s'effectue le forage artésien. C'est dans le succès seul de l'opération entreprise par les carriers de Jonzac que réside le moyen de sauver les malheureux ensevelis.

En effet, les travaux d'accès sur lesquels M. l'inspecteur général Tournaire semblait compter le plus ont dû être arrêtés depuis lundi soir par suite des énormes éboulements survenus pendant qu'on travaillait à arriver au puits de 15 mètres, qu'il s'agissait d'ouvrir pour avoir accès dans la galerie libre où doivent être les prisonniers. Au moment où l'on atteignait ce troisième puits, M. Salses, ingénieur en chef de la traction au chemin de fer d'Orléans, le procureur de la République, le préfet, son chef de cabinet et son chef de la première division étaient venus assister aux travaux intérieurs. A peine étaient-ils arrivés dans la deuxième arcade que deux éboulements se produisirent coup sur coup à une demi-minute d'intervalle. Ils dirent sortir au plus vite pour éviter d'être aussi par un troisième éboulement.

M. le préfet de la Dordogne venait d'ordonner l'évacuation complète de la chambre par les ouvriers, et M. l'inspecteur général Tournaire avait arrêté les travaux du percement de la galerie, quand M. le docteur Gadaud, député, arrivé sur ces entrefaites, a tenu, malgré la résistance de tous, à se rendre compte lui-même de la nécessité absolue de renoncer à la galerie de conduite. Accompagné de M. Tournaire et de M. Dussaux, entrepreneur, il a repris le dangereux passage d'où l'on venait d'être chassé par les éboulements, et il n'a pu que constater une fois de plus l'impossibilité d'exposer les courageux ouvriers à un travail impossible et à une mort presque certaine.

Le travail de débâtellement à l'entrée des carrières continue. On voit, sous les rochers, les débris du bureau de M. Imbert. On présume que les victimes de l'éboulement tuées à l'entrée de la carrière gisent sous les débris du bureau de M. Imbert.

Il résultait du témoignage du jeune Mario fils que le mineur aléman se scia à l'entrée de la carrière n'était autre que le fils Parceller. Si en est ainsi, le malheureux vieillard qui s'est engagé dans la montagne pour retrouver son enfant et dont on n'a plus pu découvrir les traces, serait parti à la recherche d'un cadavre ! Quelle triste fatalité !

Marne. — Les ouvriers de l'usine Roge de Reims, réunis hier pour voter dans la plus grande calme une réduction de 10/0, et ils ont nommé une délégation de

12 membres pour prier le maire d'être leur interprète auprès du directeur.

Aujourd'hui, le maire leur a rendu compte de ses démarches. Roge refuse les propositions des ouvriers. Si on n'accepte pas, a-t-il dit, les 20 0/0 de réduction, il fermera l'usine.

Dans la réunion des ouvriers, qui a suivi, aucune résolution n'a été prise. Tout est calme.

Questions financières ET COMMERCIALES

LES ACHATS DE RENTES DANS LES DÉPARTEMENTS. — La direction du mouvement général des fonds au ministère des finances vient de publier le relevé des achats et ventes de rentes effectués pour le compte des départements pendant le 3^e trimestre de 1885.

Il résulte de ce relevé que les achats qui ont eu lieu pendant le trimestre ont été de 63 millions 176,850 fr. et ont porté sur 2,655,359 fr. de rentes, comprenant :

319.164 fr. de rentes 3 0/0	230.430 —	3 0/0 amortissable
196.232 —	4 1/2 0/0	1.439.563 —
4 1/2 0/0 1883		

Comme contre-partie, on trouve que, durant le même trimestre, les ventes ont porté sur 40,275,833 fr. provenant de la réalisation de 1,573,249 fr. de rentes, ainsi réparties :

636.926 fr. de rentes 3 0/0	110.895 —	3 0/0 amortissable
102.834 —	4 1/2 0/0	722.594 —
4 1/2 0/0 1883		

Ce résultat en raison de la faible supériorité du chiffre des achats sur celui des ventes est déjà en lui-même fort peu satisfaisant.

Il le paraîtra encore moins, si on le rapproche des résultats précédemment obtenus.

Ainsi, pendant le trimestre correspondant de 1884, il avait été acheté pour le compte des départements 3,821,336 francs de rente, ainsi réparties :

1.077.214 fr. de rentes 3 0/0	482.240 —	3 0/0 amortissable
116.562 —	4 1/2 0/0	2.141.329 —
4 1/2 0/0 1883		

Les ventes avaient produit seulement une somme de 29,419,312 fr. et avaient porté sur 1,937,947 fr. de rentes dont :

405.416 fr. de rentes 3 0/0	81.075 —	3 0/0 amortissable
82.213 —	4 1/2 0/0	613.213 —
4 1/2 0/0 1883		

Conclusion : il y a eu, dans les achats du 3^e trimestre de l'année 1885, par rapport à l'année 1884, une diminution de 1,135,947 francs de rentes, et les capitaux comparativement employés à ces acquisitions, ont été de 36,694,960 francs.

D'autre part, les ventes ont porté, pendant le 3^e trimestre de 1885, sur 389,332 fr. de rentes de plus que pendant l'année 1884, et le produit de leurs réalisations a été de 10,556,511 fr. supérieur à celui de l'année 1884.

Depuis plusieurs années, on n'avait pas eu à faire des constatations aussi peu favorables.

AVIS ET COMMUNICATIONS

STÉRILITÉ. Grâce aux heureuses découvertes scientifiques du docteur de Larja, plus d'unions infonctionnelles que la ou il n'est pas désiré d'enfant. Brochure : 5 fr., chez l'auteur, 16, rue de Vienne, Paris.

Rhumes, bronchites : Pâte pectorale de Nafé.

L'étude du socialisme s'impose à tous ; nous appelons l'attention de nos lecteurs sur les livres de MM. de Laveleye et Janet, remplis de faits instructifs et de rapprochements curieux. (Voir aux annonces.)

Nous recommandons spécialement à nos lecteurs le nouveau livre de M. Emile Bergerat, *Le Viol*. C'est une œuvre forte, pleine d'entraîn et d'esprit dans laquelle l'auteur aborde avec délicatesse un problème pénible de psychologie. (Voir aux annonces.)

CHRONIQUE JUDICIAIRE

Le sieur Josse, qui comparait hier en police correctionnelle, donnerait une assez triviale idée du personnel des justices de paix de Paris.

Josse était commis greffier du juge de paix du deuxième arrondissement et l'abus de confiance qui l'amena devant la 11^e chambre dénotait une assez folle force pour un débutant.

L'été dernier, Josse fut appelé à assister le juge du deuxième arrondissement, qui lui avait apposé les scellés chez une dame Hollmann, récemment décédée. Cette dame, qui vivait seule à Paris, possédait une certaine fortune, et l'inventaire qui fut dressé après sa mort permit au commis-greffier de

point calmé sa colère. Soudain, et comme mue par un ressort, elle parcourut le cabinet de travail et la chambre à coucher. De tous côtés de nouvelles traces d'une main féminine et d'une tendresse qui n'avait plus rien à refuser démontrèrent à Sophie l'innocence de ses rêves.

Quel changement depuis sa dernière visite ! Ce logis n'était plus sien, ce n'était plus son œuvre. Ses broderies même, reléguées, avaient fait place à d'autres.

Dans tous les coins s'élevaient des monts riens charmants, dénotant un goût délicat et fin, un esprit ingénieux et qui veût être toujours présent. Sur la table de travail, en guise de presse-papier, une mignonne main de femme coulée en bronze semblait indiquer la prise de possession. Des fleurs, luxe inconnu de Sophie, des fleurs à profusion, dénotaient le cachet d'austérité qu'elle s'était plu à imprimer au réduit des travaux.

L'amour heureux, niché sous les lambris, dans les plus des rideaux, bloit partout, ricanait aux oreilles de Mme Lorain qui, avant de se retirer, pénétra un bouquet de violettes délicatement posé sur l'oreiller, en maudissant celle qui en avait ainsi subrepticement dans sa vie pour lui ravir sa part de bonheur et de joies en ce monde.

Elle entra chez elle le cœur mourant, les tempes martelées par l'obsédante vision des nouvelles amours de son cousin. Prétendant une violente migraine, elle envoya la femme de chambre conduire les enfants aux Tuileries, et, donnant l'ordre de ne recevoir personne, elle s'enferma pour se plonger dans l'urne de ses regrets. Avec l'aprévolupté de la souffrance, elle essaya de deviner l'époque précise à laquelle cette liaison avait dû se former et elle évoqua

constater l'existence d'une quinzaine de mille francs en titres au porteur, qui furent retrouvés dans l'appartement.

Mme Hollmann laissa pour sens héritiers des parents du province.

Josse ne perd pas de temps ; il va leur rendre visite et fait tant et si bien que les héritiers lui donnent une procuration en blanc pour liquider la succession Hollmann.

Comme sa situation interdisait à Josse de devenir le liquidateur d'une succession quelconque il se lia avec un certain Dumont, clerc de notaire, dont il inscrivit le nom sur la procuration laissée en blanc.

Les deux compères liquidèrent le plus joyeusement du monde les 15,000 francs de Mme Hollmann. Mais la justice a eu l'indiscrétion de vouloir en connaître. Josse a été condamné à quinze mois de prison, Dumont à six mois de la même peine.

GAZETTE THEATRALE

Tous mes confrères annoncent ce matin que M. Alexandre Dumas vient d'autoriser M. Ernest Dubreuil à transformer en opéra-comique la comédie de son père, les *Démolissements de Saint-Cyr*.

On ne dit pas quel sera le musicien.

A l'Opéra, on a répété, hier soir, à la scène et avec l'orchestre, les deux premiers actes du *Cid*.

Jeudi, on répêtera les deux autres actes. La première représentation est définitivement fixée au 27 novembre.

La première représentation des *Jacobites* aura lieu à l'Odéon le 20 novembre.

Au moment de prendre sa retraite, un artiste de l'Opéra, qui est appelé à un poste important dans l'armée, vient de faire don d'une somme de 500 francs à l'Association philanthropique des artistes de l'Opéra.

En laissant à ses anciens camarades ce témoignage de sympathie, le donateur a mis pour condition que son nom ne serait pas prononcé.

Ce matin ont eu lieu, en l'église Saint-François-de-Sales, les obsèques de Mme Coulat-Desfontaines, veuve du directeur du théâtre qui tout Paris a connu sous le nom de Léon Dormeuil.

Voici la liste des matinées qui auront lieu dimanche prochain :

Théâtre-Français, *Tartuffe* et les *Précieuses ridicules* ;

Opéra-Comique, *Une Nuit de Cléopâtre* et *Le Cid* ;

Odéon, *L'Ecole des vieillards* et *Le Malade imaginaire* ;

Palais-Royal, les *Petites voisines* ;

Gymnase, Vaudeville, Gaité, Ambigu, Nations, Folies-Dramatiques, Nouveautés, Renaissance, Cluny, Menus-Plaisirs, Beaumarchais, mêmes spectacles que le soir ;

Eldon, concert, Symphonie des concerts Lamoureux ; Symphonie italienne (Mendelssohn) ; Menuet pour instruments à cordes (Haendel) ; ouverture de *Léonore* (Beethoven) ; Prélude et Introduction du troisième acte de *Lohengrin* (Wagner) ;

Roi d'Omphale (Saint-Saëns) ; *Pizzicati* et *Cortège de Bachus, de Sylva* (Delibes) ; Châtelet, concert, Symphonie en ut majeur (Beethoven) ; *Le Roi s'amuse* (Delibes) ; la Chevauchée des Walkures (Wagner) ; Danse des bayadères, de *Fernando* (Rubinstein) ; Minuetto (Bolzano) ; les Pêcheurs de Perle (J. Raff) ; fragments de *Roméo et Juliette* (Berlioz) ;

Théâtre-Dejazet, matinée dramatique, sous les auspices du « Tremplin » ; allocation par M. Alphonse Pagès ;

Alcazar, Concert-Parisien, Scala, concerts ;

Cirque d'hiver, matinée enfantine.

On a fait courir le bruit que M. Zola et M. Busnach seraient disposés à faire jouer *Germinal* à Bruxelles ; ce bruit est erroné. M. Busnach écrit aux journaux que *Germinal* sera joué à Paris ou il ne sera pas.

Autre démenti : M. Daquesnel dit qu'il n'est pas du tout question d'une reprise de *Théodora* au Châtelet. Le drame de Victorien Sardou ne sera pas joué ailleurs qu'à la Porte-Saint-Martin.

Ce soir aura lieu, au Carthage de Vienne, la première représentation de la *Syène*, comédie en trois actes, de MM. Paul Ferrier, F. Cohen et Albin Valabrégué.

A la Salle des Conférences du boulevard des Capucines, ce soir jeudi :

M. le pasteur M. Hirsch : Les réformes économiques qui s'imposent à la prochaine législature ; le droit des femmes ; la situation des travailleurs.

G. DORANTE.

les tableaux les mieux faits pour envenimer sa blessure.

Etrange, la destinée humaine ! Pas plus que le prince de la table, Sophie n'avait pu déjouer le sort. Cependant, d'instinct, lorsqu'elle ne prétendait à rien de plus qu'à l'amitié de Léonce, elle avait tout mis en œuvre pour l'éloigner de cette branche de la famille où s'épanouissait Cécile, la rivale heureuse.

Elle était charmante, cette Cécile, avec ses cheveux d'or, sa taille fine et son corsage aux rondeurs provocantes ! La fureur de Mme Lorain ne l'avait guère pas au point de le nier ; mais si l'équité y gagnait quelque chose, la haine était loin d'y rien perdre, et elle oubliait ses propres dispositions du matin.

L'infâme murmure d'elle, tromper ainsi son mari ! Mais tout n'est point dit encore ; peut-être sera-t-elle assez forte pour mettre entre elle et son amour, comme elle s'est mise entre le bonheur et moi.

Quand l'heure du dîner la contraignait à sortir de sa retraite, M. Lorain, assez peu clairvoyant d'ordinaire, remarquait l'extrême pâleur, soulignée par des ombres bleutées que le soleil, en creusant les traits, avait mise sur le visage de sa femme.

— Etes-vous malade, bobonne ? lui demanda-t-il, déjà contrarié à l'idée d'être obligé de revenir du cercle plus tôt que d'habitude, voulez-vous que je fasse appeler le docteur ?

— C'est inutile, répliqua sèchement Mme Lorain, j'ai la migraine, voilà tout. Charles releva ses lunettes et regarda sa femme d'un air surpris :

— Qu'a-t-elle donc ? pensa-t-il. On se mettait à table. Les enfants firent interruption dans la salle à manger en courant l'un après l'autre, bousculant tout sur leur passage.

— Ce tapage est insupportable ; faites-les donc finir ! s'écria Sophie emportée, en interpellant son mari.

— Chut ! chut ! fit Charles avançant les lèvres ; ne faites pas de bruit, votre mère a mal à la tête.

Claire, la petite fille, s'approcha de Sophie, l'entoura de ses deux bras et, se hissant sur la pointe des pieds, pour se grandir, elle voulut l'

